

Conseil départemental de la Somme

Profil de poste mission temporaire

Le Département de la Somme recherche un(e) Chargé(e) de projet Immobilier Aide Sociale à l'Enfance (ASE) pour répondre à un surcroît d'activité dans le cadre d'un contrat d'une durée déterminée au sein de la Direction enfance et famille.

Intitulé du poste : Chargé(e) de projet Immobilier Aide Sociale à l'Enfance (ASE)

Affectation : Direction enfance famille - Site Simone Veil bd de Châteaudun avec déplacements fréquents sur le territoire (chantiers, réunions en communes).

Statut : Filière technique – Catégorie A - Ingénieur territorial

Mission principale :

Sous l'autorité de la directrice enfance et famille le/la chef/fe de projet Immobilier ASE est un/e expert/e hybride, à la croisée de l'urbanisme, de l'action sociale, et de la gestion publique. Son rôle est de concrétiser les orientations politiques du Département en matière de protection de l'enfance, en pilotant la création ou la rénovation d'infrastructures adaptées (Etablissement ASE, LVA, MECS etc...).

Pourquoi ce poste est stratégique :

- Impact social : Répondre aux besoins critiques d'accueil des enfants confiés et/ou en situation de handicap
- Innovation : Expérimenter des modèles d'accueil nouveaux.
- Coordination : Fédérer des acteurs dispersés (CAF, communes, associations) autour d'un projet commun
- Pérennité : Garantir des infrastructures durables, conformes aux normes et aux budgets

Missions et responsabilités clés :

Piloter le développement immobilier de l'offre ASE

- Consolider avec la DGAS et la DEF les besoins territoriaux (déserts d'accueil, saturation de l'offre etc.)
- Proposer des solutions innovantes
- Élaborer une programmation opérationnelle pluriannuelle d'investissement (construction, rénovation, mutualisation) en lien avec l'AMSOM et la DGAS

Gérer les projets de A à Z

- Écriture des besoins, suivi des études de programmation en lien avec l'AMSOM, la DEF et l'association gestionnaire
- Vérification des différents cahiers des charges
- Suivi des chantiers (délais, qualité, conformité réglementaire) en lien avec l'AMSOM, maître d'ouvrage
- Organisation des réceptions et mises en service des infrastructures

Sécuriser les financements

- Monter des dossiers de subvention (CAF, État, Europe) en lien avec l'AMSOM et la Mission Europe et Partenariats Extérieurs du Département
- Optimiser les coûts de fonctionnement

Garantir la conformité juridique et éthique

- S'assurer d'un accueil de qualité en lien avec le Projet Pour l'Enfant
- Appliquer les normes ERP (établissements recevant du public) et d'accessibilité
- Intégrer les enjeux de développement durable (bâtiments bas carbone, énergies renouvelables)

Animer la concertation territoriale

- Organiser des réunions avec les maires et EPCI pour présenter l'offre
- Associer les professionnels de terrain (éducateurs, assistantes maternelles) aux projets
- Participer à la communication auprès des familles

Activités secondaires

- Benchmarking : Analyser les bonnes pratiques d'autres départements
- Veille réglementaire : Suivre les évolutions du Code de l'action sociale et des familles et des appels à projets nationaux
- Formation : Sensibiliser les équipes aux enjeux immobiliers de l'ASE (ex. : sécurité, bien-être des enfants)
- Évaluation : Mesurer l'impact des infrastructures (taux d'occupation, satisfaction des usagers)

Environnement du poste :

Relations fonctionnelles :

Internes avec :

- Direction Générale Adjointe des Solidarités et de l'Insertion : validation du cadre d'intervention et des orientations stratégiques
- Direction de l'Enfance-Famille : Validation des projets et arbitrages
- Direction des Affaires Juridiques : Conseils sur les montages contractuels (baux, conventions) et la réglementation ASE
- Direction des Finances et de la Commande Publique : Gestion des marchés le cas échéant, suivi des subventions et des budgets d'investissement
- Équipes sociales (assistants familiaux, éducateurs) : Recueil des besoins de terrain pour adapter les infrastructures

Externes avec :

Partenaires institutionnels

- AMSOM : notre bailleur social qui portera la construction des projets et gèrera le patrimoine ensuite
- CAF (Caisse d'Allocations Familiales) et MSA (Mutualité Sociale Agricole) : Cofinancement des projets
- Préfecture/ARS : Validation des normes sanitaires et sociales
- Communes/EPCI : Co-construction des projets
- La justice

Prestataires

- Maîtres d'œuvre/architectes, Entreprises du BTP, associations gestionnaires des futurs Établissements Sociaux et Médico-Sociaux

Usagers

- Familles et enfants

Profil recherché :

- **Diplôme** : Bac+5 minimum en urbanisme, gestion de projet public, ou immobilier.
- **Expérience** : 5 ans minimum en gestion de projets immobiliers publics. Une connaissance des politiques sociales territoriales serait un plus.

Un/e professionnel/le rigoureux/se, doté/e d'une double compétence technique (immobilier) et sociale (ASE), capable de négocier avec des partenaires variés et de porter des projets complexes dans un environnement réglementaire exigeant.

Compétences techniques :

Gestion de projet :

- Maîtrise des méthodes agiles et des outils de planification (Gantt, MS Project)
- Expérience en montage financier (subventions, cofinancements)

Droit et réglementation :

- Maîtrise des procédures d'urbanisme (PLU, permis de construire)
- Notions de droit des marchés publics.
- Connaissance du Code de l'action sociale et des familles (CASF)

Immobilier et bâtiment :

- Compréhension des normes de sécurité et d'accessibilité
- Expérience en rénovation de bâtiments publics

Analyse territoriale :

- Capacité à cartographier les besoins (outils SIG)
- Connaissance des enjeux sociaux-territoriaux (déserts médicaux, précarité).

Compétences relationnelles :

- Négociation : Savoir convaincre des partenaires financiers (CAF, État) et des élus locaux
- Animation de réseaux : Fédérer des acteurs aux intérêts divergents (associations, services de l'État, entreprises)
- Empathie : Comprendre les besoins des enfants et des familles en difficulté
- Pédagogie : Expliquer des enjeux techniques à des non-spécialistes (élus, citoyens)

Compétences managériales :

- Leadership : travailler en lien avec une équipe pluridisciplinaire (juristes, architectes, travailleurs sociaux)
- Gestion des conflits : Arbitrer entre contraintes budgétaires et exigences sociales
- Reporting : Rendre compte à la DEF, à la DGAS, au DGS, aux élus et aux financeurs (tableaux de bord, rapports d'avancement)

Les candidatures (CV et lettre de motivation) doivent être transmises via le formulaire de candidature en ligne avant le 30 avril 2026.